

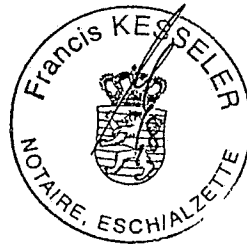
Exhibit 1a

CACEIS Bank Luxembourg
en abrégé: CACEIS BL
(anc.: CREDIT AGRICOLE INVESTOR SERVICES BANK
LUXEMBOURG)
société anonyme
5, allée Scheffer
L-2520 LUXEMBOURG
(anc.: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer)
R.C.S. Luxembourg section B numéro 91.985

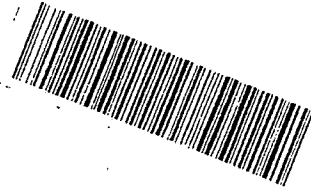
Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale
extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, en
date du **03 octobre 2005**,

déposés au Registre de Commerce et des Sociétés à
Luxembourg, aux fins de publication au Mémorial,
Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 06 octobre 2005.



Registre de Commerce et des Sociétés
B91985
No : L050088295.1
Déposé le : 10/10/2005



Repris
N/A



M B91985
10/10/2005 L050088295.01
CDO : 219 Tarif : 101 R

25-04-2008
25-04-2008



B91985

10/10/2005 L050088295.02
CASH 1024 Tarif : 801 R

Repris
N/A



Registre de Commerce et des Sociétés

No : L050088295.2

Déposé le : 10/10/2005

CACEIS Bank Luxembourg
en abrégé: CACEIS BL
(anc.: CREDIT AGRICOLE INVESTOR SERVICES BANK
LUXEMBOURG)
société anonyme
5, allée Scheffer
L-2520 LUXEMBOURG
(anc.: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer)
R.C.S. Luxembourg section B numéro 91.985

constitution

28.02.2003	Acte de scission reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette	340 du 28.03.2003
------------	--	-------------------

modifications

23.05.2003	Maître Francis KESSELER	653 du 16.06.2003
18.06.2004	Maître Francis KESSELER	847 du 18.08.2004
03.10.2005	Maître Francis KESSELER	non encore publié

STATUTS COORDONNES

Dénomination, siège, objet et durée de la société

Article 1.

La société est constituée sous la forme d'une société anonyme et régie par la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ainsi que par les présents statuts.

Article 2.

Il existe une société anonyme sous la dénomination de "CACEIS Bank Luxembourg", en abrégé CACEIS BL.

Article 3.

25-04-2008
25-04-2008

Le siège social est établi à **Luxembourg**. Il peut être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché du Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

La société peut, par décision du conseil d'administration, établir des sièges administratifs, des succursales, filiales, agences ou bureaux, tant dans le Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

Si des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produisaient ou étaient imminents, le siège social pourrait être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert de siège social, reste luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social est faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes sociaux pouvant engager la société.

Article 4.

La société peut effectuer tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en concours avec des tiers tant dans le Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger toutes opérations de banque et de finance et de commissions et notamment toutes opérations sur valeurs mobilières et immobilières cotées ou non cotées.

Elle peut prêter tous services d'administration d'organismes de placement collectif luxembourgeois et étrangers.

Elle peut prendre des participations dans toutes sociétés ou entreprises, promouvoir, gérer ou conseiller toutes entreprises financières et organismes de placement collectif.

Elle peut recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables et octroyer des crédits pour son propre compte.

Elle peut accomplir toutes opérations commerciales ou autres, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent contribuer directement ou indirectement à la réalisation de cet objet ou qui sont susceptibles de le favoriser; elle peut ainsi participer à des opérations de crédit-bail, assurer la domiciliation de sociétés et rendre tous autres services y relatifs.

La société peut réaliser cet objet soit directement, soit par la création de filiales.

Les dispositions qui précèdent s'entendent sans limitation, dans le sens le plus large.

Article 5.

La société est constituée pour une **durée illimitée**. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Capital social, actions, versements, cession des parts sociales

Article 6.

Le capital social est fixé à CINQUANTE-QUATRE MILLIONS D'EUROS (€ 54.000.000,-) représenté par DIX-HUIT MILLE (18.000) actions, sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé, y non inclus le capital souscrit, est fixé à CINQUANTE-HUIT MILLIONS D'EUROS (€ 58.000.000,-).

Dans la limite de ce capital autorisé, le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois et à déterminer les modalités de souscription et de libération en numéraire ou par apport en nature. L'augmentation du capital peut s'opérer également par incorporation de réserves, de primes d'émission ou de bénéfices reportés, avec ou sans émissions d'actions nouvelles.

Le Conseil d'Administration est autorisé à fixer le prix de souscription, avec ou sans prime d'émission, la date d'entrée en jouissance ainsi que toutes les autres conditions et modalités d'émission, de souscription et de libération. Cette autorisation est valable, sauf renouvellement, pour une période expirant le 28 février 2008.

Sauf renonciation expresse préalable, il est réservé aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription en cas de souscription d'actions en numéraire ou en nature proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

Toutes les fois que le conseil d'administration aura procédé en tout ou en partie à une augmentation de capital telle qu'autorisée par les dispositions ci-dessus, l'article 6 des statuts devra être modifié afin de refléter cette augmentation.

Le conseil d'administration est expressément autorisé à déléguer toute personne physique ou morale pour accepter les souscriptions, faire constater par acte authentique les augmentations de capital réalisées ainsi que les modifications correspondantes à l'article 6 des statuts et faire inscrire au dit article 6 des statuts le montants à concurrence duquel l'autorisation d'augmenter le capital n'est pas encore utilisée.

Article 7.

Les actions sont nominatives. Leur propriété est établie par une inscription sur le registre des actions nominatives de la société.

Article 8.

Les héritiers, créanciers et autres ayants-cause d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans son administration. Ils doivent

pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article 9.

La société peut acquérir ses propres actions dans les limites et aux conditions fixées par la loi.

Article 10.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale aux conditions requises pour la modification des statuts. En cas d'augmentation de capital, les anciens actionnaires auront, dans la mesure prévue par la loi, un droit de préférence pour la souscription des nouvelles actions, au prorata du nombre des actions qu'ils détiennent

Organes d'administration, de direction et de surveillance

Article 11.

La société est administrée par un conseil composé d'au moins trois membres, nommés pour un terme ne pouvant dépasser six ans par l'assemblée générale et toujours révocables par elle. Ils sont rééligibles. Les mandats des administrateurs non réélus cessent immédiatement après l'assemblée générale à laquelle prend fin leur mandat.

Une personne morale peut faire partie du conseil d'administration. Elle sera représentée aux séances du conseil par ses organes ou par la personne physique désignée à cet effet par l'organe compétent.

Article 12.

Si par suite de démission, décès ou toute autre cause, un poste d'administrateur devient vacant, les administrateurs restants pourront provisoirement pourvoir à son remplacement, même si le minimum n'est plus atteint. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procédera à l'élection définitive.

Dans le cas où il n'a pas été pourvu provisoirement à la vacance, mais uniquement si le minimum n'est plus atteint, le ou les administrateurs restants convoquent dans le mois de la vacance une assemblée générale, qui nommera le ou les remplaçants.

L'administrateur ainsi désigné n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du terme de l'administrateur qu'il remplace.

Article 13.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice-président. Il désigne également un secrétaire qui n'a pas besoin de faire partie du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et au moins trois fois par an, sur convocation du président, ou du vice-président, ou de l'administrateur-délégué, ou à la demande de trois membres du conseil d'administration.

Les réunions se tiennent au siège social ou au lieu indiqué dans les convocations.

Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président ou à défaut le vice-président du conseil d'administration. Si ceux-ci sont absents, le conseil d'administration désignera le président de la réunion.

L'assemblée peut désigner parmi les membres du conseil d'administration à titre dérogatoire et pour autant que de besoin le président et le vice-président.

Article 14.

Sauf les cas de force majeure résultant de guerres, troubles ou autres calamités publiques, le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur empêché ou absent peut, par

simple lettre, télégramme, télex, téléfax ou tout autre moyen de communication assurant l'authenticité du document ainsi que l'identification de la personne auteur du document, donner pouvoir à un autre membre du conseil pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en son nom.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du président de la réunion n'est pas prépondérante.

Un administrateur peut prendre part à une réunion du conseil d'administration et être considéré comme y étant présent par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de télécommunication permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler.

Si tous les administrateurs sont d'accord avec les décisions à prendre, les décisions en question peuvent également être prises par écrit, sans que les administrateurs n'aient à se réunir. A cette fin, les administrateurs peuvent exprimer leur accord par écrit y compris par télécopie, télégramme, télex ou téléfax ainsi que par tout autre moyen de communication assurant l'authenticité du document ainsi que l'identification de l'administrateur auteur du document, cet accord pouvant être donné sur des instruments distincts, qui ensemble, constituent le procès-verbal de ces décisions.

Article 15.

Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou par deux administrateurs présents. Les procès-verbaux sont conservés dans un registre spécial tenu au siège social.

L'authentification de copies ou d'extraits est donnée par le président du conseil d'administration ou le secrétaire ou par deux administrateurs conjointement.

Article 16.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Il peut notamment prêter et emprunter sous toutes formes, y compris par voie d'émission d'obligations hypothécaires ou autres, de bons de caisse ou tout autre instrument similaire. Il peut compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, même hypothécaires, avec ou sans paiement, cette énumération étant énonciative et non limitative.

Article 17.

Le conseil d'administration pourra créer un comité de direction auquel il pourra déléguer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion. Ce comité de direction sera composé soit exclusivement de membres choisis en son sein, soit en tout ou en partie de personnes étrangères au conseil d'administration. Le conseil d'administration détermine les pouvoirs et les règles de fonctionnement du comité de direction. Toute délégation de la gestion journalière au comité de direction est subordonnée à l'autorisation de l'assemblée générale. Le conseil d'administration désigne le président du comité de direction choisi obligatoirement parmi ses membres administrateurs s'il y en a et pourra révoquer à tout moment un ou plusieurs ou tous les membres du comité de direction.

Le conseil d'administration peut, en outre, déléguer la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement, le

tout sans préjudice de l'exercice par lui-même de ces attributions.

La délégation de la gestion journalière à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration détermine les conditions de nomination, de révocation, les pouvoirs et attributions des personnes mentionnées aux alinéas précédents, ainsi que leurs indemnités ou appointements.

Article 18.

Sauf délégation spéciale du conseil d'administration, tous actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, doivent être signés par deux administrateurs; ces derniers n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration. Il en est ainsi notamment des actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours. La signature d'un administrateur peut être remplacée par celle d'un membre de la direction générale ou par celle de toute autre personne détenant une signature égale à celle de celui-ci, hormis la signature des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale telle que prévue par les statuts.

La société peut encore être engagée de toute autre manière arrêtée par le conseil d'administration.

Article 19.

La société est représentée en justice ou dans les procédures arbitrales, tant en demandant qu'en défendant, par son conseil d'administration. Celui-ci peut déléguer ce pouvoir de représentation à toutes personnes qu'il choisit, soit en son sein soit en dehors de celui-ci.

Article 20.

La surveillance des opérations de la société et le

contrôle des documents comptables annuels sont confiés à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, nommés et révocables par le conseil d'administration qui fixe leur nombre et la durée de leurs mandats, ainsi que leurs émoluments.

Article 21.

Indépendamment du remboursement de leurs frais et dépenses, l'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux ou des jetons de présence dont le montant restera maintenu jusqu'à décision nouvelle.

Le conseil d'administration peut également accorder aux administrateurs chargés de fonctions spéciales, permanentes ou temporaires, des indemnités fixes ou variables. Le conseil d'administration en rend annuellement compte à l'assemblée générale.

Assemblée générale

Article 22.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires, même pour les absents et les dissidents. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous actes qui intéressent la société.

Article 23.

L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier jeudi du mois d'avril à quatorze heures, au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations. Si ce jour est férié, l'assemblée se tient le premier jour ouvrable qui précède.

Article 24.

Des assemblées générales peuvent être convoquées par le conseil d'administration chaque fois qu'il le juge utile. Elles doivent être convoquées par le conseil d'administration de façon à être tenues dans le délai d'un mois chaque fois que les actionnaires représentant le cinquième du capital social le

requièrent par écrit avec indication de l'ordre du jour.

Article 25.

L'assemblée générale se tient à Luxembourg, au siège social, à moins que les convocations n'indiquent un autre endroit.

Les convocations pour toute assemblée générale sont faites par lettre recommandée envoyée huit jours au moins avant la date de l'assemblée. Elles contiennent l'ordre du jour. Toute proposition, transmise par écrit au conseil d'administration avant la fixation de l'ordre du jour, doit figurer dans celui-ci, pourvu que ladite proposition soit signée par un ou plusieurs actionnaires détenteurs d'au moins 1/5e des actions.

Si le capital est représenté intégralement, une assemblée générale peut délibérer valablement sans convocation préalable.

Article 26.

Chaque actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par un mandataire actionnaire ou non. Les personnes morales peuvent se faire représenter par leurs organes ou par un mandataire non-actionnaire. Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations. Elles seront déposées sur le bureau de l'assemblée pour rester annexées au procès-verbal de la séance.

Article 27.

Tout actionnaire a droit de vote à l'assemblée générale. Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions prévues par la loi.

Article 28.

L'assemblée générale est présidée par le président ou à défaut le vice-président du conseil d'administration. Si ceux-ci sont absents, l'assemblée choisira le président. Le président de la réunion désigne un secrétaire et l'assemblée désigne

deux scrutateurs. Les personnes susmentionnées forment le bureau de l'assemblée.

Article 29.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les points portés à l'ordre du jour.

Article 30.

Sauf les cas prévus par la loi, l'assemblée statue valablement quelque soit le nombre des actions représentées; les décisions sont prises à la majorité des voix, par mainlevée ou par appel nominal.

Article 31.

Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

L'authentification de copies ou d'extraits est faite par le président du conseil d'administration ou le secrétaire ou par deux administrateurs conjointement.

Bilan, répartition des bénéfices, réserves

Article 32.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Les livres de la société sont clôturés le dernier jour de l'exercice social.

Le conseil d'administration établit l'inventaire et les comptes annuels en se conformant à la législation et à la réglementation en vigueur. Ces documents, ainsi qu'un rapport sur les opérations de la société, sont remis au(x) réviseur(s) d'entreprises au moins un mois avant l'assemblée générale. Les réviseurs d'entreprises doivent faire un rapport contenant leurs constatations et propositions. Ce rapport sera remis par les réviseurs d'entreprises au conseil d'administration.

Le conseil d'administration communique ce rapport aux actionnaires.

Quinze jours avant l'assemblée générale, les

actionnaires peuvent prendre au siège social connaissance du bilan, du compte des profits et pertes, de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile et du rapport des réviseurs d'entreprises.

Article 33.

Les bénéfices nets seront répartis comme suit:
un vingtième au moins alloué à la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprenant du moment que ce dixième est entamé;
l'assemblée, sur proposition du conseil d'administration, décide de l'affectation à donner au solde du bénéfice net.

Article 34.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et endroits désignés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions prévues par la loi.

Dissolution et liquidation de la société

Article 35.

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit, la liquidation se fera par les soins de liquidateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, désignés par l'assemblée générale; à défaut de pareille désignation, la liquidation s'opérera par les soins du conseil d'administration en fonction à cette époque, agissant comme comité de liquidation avec les pouvoirs les plus étendus conférés par la loi. L'assemblée générale détermine les émoluments des liquidateurs.

Article 36.

Les administrateurs et liquidateurs domiciliés à l'étranger sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège social, où toutes assignations et notifications peuvent leur être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Dispositions générales

Article 37.

Pour tous les points non expressément réglés aux présents statuts, la loi luxembourgeoise du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales sera d'application.

POUR STATUTS CONFORMES

Esch/Alzette, le 06 octobre 2005.



Exhibit 1b

Document issued electronically

CACEIS Bank Luxembourg
Abbreviated as: CACEIS BL
(ref.: CREDIT AGRICOLE INVESTOR
SERVICES BANK LUXEMBOURG)

Private corporation
5, allée Scheffer

L-2520 LUXEMBOURG
(ref.: L-2520 Luxembourg, 36, allée Scheffer)

C.C.R. Luxembourg section B number 91.985

Coordinated articles of incorporation according
to an extraordinary general shareholders' meeting,
received by the Hon. Francis KESSELER, notary
domiciled at Esch/Alzette, on **October 3, 2005**,

submitted to the Corporate and Commercial
Registry at Luxembourg, for the purposes of
publication in the Mémorial Special Collection of
Companies and Associations.

Esch/Alzette, October 6, 2005.



[Seal: Francis KESSELER
NOTARY, ESCH/ALZETTE]

Corporate and commercial Registry
B91985 No. L050088295.1

Submitted on: 10/10/2005



Returned

N/A



M **B91985**
10/10/2005 L050088295.01
CDO : 219 Tarif : 101 R

2005-10-10 10:10:00

B91985

10/10/2005

L050088295.02

CASH 1024 Tarif : 801 R

Returned
N/A



Corporate and commercial Registry
B91985 No. L050088295.2

Submitted on: 10/10/2005

CACEIS Bank Luxembourg

Abbreviated as: CACEIS BL

(ref.: CREDIT AGRICOLE INVESTOR
SERVICES BANK LUXEMBOURG

Private corporation
5, allée Scheffer

L-2520 LUXEMBOURG
(ref.: L-2520 Luxembourg, 36, allée Scheffer)

C.C.R. Luxembourg section B number 91.985

CONSTITUTION

02.28.2003 Spin-off Document received by
The Hon. Francis KESSELER, notary 340 on 03.28.2008
domiciled at Esch/Alzette

Amendments

05.23.2003	The Hon. Francis KESSELER	653 ON 06.16.2003
06.18.2004	The Hon. Francis KESSELER	847 on 08.18.2004
10.03.2008	The Hon. Francis KESSELER	not yet published

COORDINATED ARTICLES OF ASSOCIATION

Corporate name, registered offices, purpose and duration of the company

Article 1.

The company is constituted in the form of a private Corporation and governed by the law of August tenth nineteen hundred fifteen regarding commercial companies, as well as by these articles.

Article 2.

There is a private corporation in existence under the name of "CACEIS Bank Luxembourg," abbreviated as CACEIS BL.

Article 3.

25 - 04 - 2008
25 - 04 - 2008

Registered offices have been established in **Luxembourg**. These offices may be transferred to another location in the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the general shareholders' meeting.

The company may, by decision of the board of directors, establish administrative offices, branches, affiliates, agencies or offices, both within the Grand Duchy and abroad.

If extraordinary political, economic or social events of a nature to compromise the normal activity of the registered offices or easy communication with this registered office, or from this registered office with foreign offices, were to occur or become imminent, the registered offices could be provisionally transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances, without, however, this measure being able to have any effect on the nationality of the company which will, notwithstanding this transfer of registered offices, remain Luxembourgian. Such declaration of transfer of registered offices is made and relates to the acknowledgment of third parties by one of the corporate entities with the power to commit the company.

Article 4.

The company can conduct, both for itself and on behalf of third parties, or in cooperation with third parties, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad, all banking, finance and commissions transactions and, specifically, all transactions related to securities and real assets, listed or not listed.

It can provide all administrative services for Luxembourgian and foreign collective investment undertakings.

It can invest in any company or undertaking, promote, manage or advise any financial undertaking and collective investment undertaking.

It can receive deposits and other repayable funds from the public and grant credits on its own behalf.

It can close all commercial or other transactions, both for fixed and movable assets, which can contribute, directly or indirectly, to the achievement of this objective or which are likely to support it; it can thus participate in financial lease transactions, ensure the domiciliation of companies and render all other related services.

The company may achieve this objective either directly, or indirectly through the creation of affiliates.

The preceding provisions are understood to be without limitation, in their broadest sense.

Article 5.

The company is constituted for an **unlimited duration**. It can be dissolved by decision of the general shareholders' meeting, deliberating as in amendment of the articles.

Share capital, shares, disbursements, transfer of shares

Article 6.

Share capital is set at FIFTY-FOUR MILLION EUROS (€ 54,000,000 -), represented by EIGHTEEN THOUSAND (18,000) shares, without face value designation.

Authorized capital, and not included in underwritten capital, is set at FIFTY-EIGHT MILLION EUROS (€ 58,000,000,-).

Up to the limit of this authorized capital, the Board of Directors is authorized to increase share capital one or more times and to determine the means for subscription and payment in cash or in kind. The increase in capital can also occur by the incorporation of reserves, share premiums or profits carried forward, with or without the issuing of new shares.

25-04-2008
25-04-2008

The Board of Directors is authorized to set the subscription price, with or without a share premium, the date of entry into enjoyment, as well as all other conditions and means for issuing, subscription and payment in full. This authorization is valid, unless renewed, for a period ending on February 28, 2008.

Except for the case of express, prior waiver, the existing shareholders have a preferred right of subscription in the case of shares in cash or in kind, proportional to the part of share capital represented by their shares.

Each time that the board of directors proceeds, all or in part, with an increase in share capital as authorized by the provisions above, Article 6 of the articles of association must be amended to reflect this increase.

The board of directors is expressly authorized to delegate to any physical or moral person to accept the subscriptions, record the increases realized by authentic act, as well as the corresponding amendments to Article 6 of the articles of association and to have recorded in said Article 6 of the articles of association the amounts for which the authorization for the increase in share capital has not yet been used.

Article 7.

The shares are registered. Their ownership is set by inscription in the registry of registered shares of the company.

Article 8.

The heirs, creditors and other successors of a shareholder cannot, for any reason whatsoever, require the affixing of seals on the assets and papers of the company, nor interfere in any way in its administration. They must,

in order to exercise their rights, refer to the corporate records and balance sheets and to the deliberations of the general shareholders' meeting.

Article 9.

The company can acquire its own shares under the limits and conditions set by law.

Article 10.

Share capital can be increased or reduced by decision of the general shareholders' meeting under the conditions required for amendment of the articles of association. In the case of an increase in share capital, the senior shareholders will have, to the degree specified by law, a right of preference for the subscription of new shares prorated to the number of shares that they hold.

**Administrative, directive and monitoring
bodies**

Article 11.

The company is administered by a board composed of at least three members, named for a term that may not exceed six years, by the general shareholders' meeting and always capable of being rescinded by said shareholders' meeting. They can be re-elected. The mandates of directors who are not re-elected cease immediately after the general shareholders' meeting at which their mandates are terminated.

A moral person can be a part of the board of directors. It shall be represented at all meetings of the board by its entities or by the physical person designated for this purpose by the competent entity.

Article 12.

If, due to resignation, death or any other reason, a director's seat becomes vacant, the remaining directors will be able to provisionally appoint the replacement, even if the minimum is not achieved. In this case, the general shareholders' meeting, during its next meeting, will conduct the definitive election.

In the case that the vacancy has not been provisionally filled, but only if the minimum is no longer achieved, the remaining administrator(s) shall call a general shareholders' meeting within one month of the vacancy, which shall designate the replacement(s).

The director thus designated is named only for the time necessary to finish the term of the director that s/he replaces.

Article 13.

The board of directors shall choose a chairman and a vice-chairman from among its members. It shall also designate a secretary, who is not required to be a member of the board of directors.

The board of directors shall meet each time that the interests of the company require this, and at least three times per year, at the convocation of the chairman, or of the vice-chairman, or of the director-delegate, or at the request of three members of the board of directors.

Meetings shall be held at the registered offices or at the place stated on the convocations.

Meetings of the board of directors are presided over by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman of the board of directors. If both of the latter are absent, the board of directors shall designate the chairman for the meeting.

The general shareholders' meeting can, exceptionally, designate from among the members of the board of directors, and for as long as needed, the chairman and the vice-chairman.

Article 14.

Except in the case of force majeure arising from wars, disturbances or other public crises, the board of directors can only validly deliberate if at least half of all of its members are present or represented.

Any director who is unable to attend can, by

simple letter, telegram, telex or fax, or any other means of communication guaranteeing the authenticity of the document as well as the identification of the person concerned by the document, give powers to another member of the board to represent him at a determined meeting of the board and to vote in his name.

Decisions are made by a majority of the directors who are present or represented. In the case of a tie vote, the vote of the chairman of the meeting does not have a tie-breaking vote.

A director can take part in a meeting of the board of directors and be considered as being present there by teleconferencing or by any other means of telecommunication making it possible for all persons participating in the meeting to hear each other and speak with each other.

If all of the directors agree with the decisions to be taken, the decisions in question can also be taken in writing, without the directors having to meet. For this purpose, the directors can express their agreement in writing or by fax, telegram or telex, as well as by any other means of communication guaranteeing the authenticity of the document as well as the identification of the director concerned by the document, with this agreement being given on different instruments which together constitute the minutes for these decisions.

Article 15.

The decisions of the board of directors are recorded in the minutes, signed by the chairman of the meeting or by two present directors. The minutes are stored in a special record maintained at the registered offices.

The authentication of copies or extracts is given by the chairman of the board of directors or the secretary, or by two directors, jointly.

Article 16.

The board of directors has the power to accomplish all actions necessary or useful for the achievement of the corporate purpose, with the exception of those that the law or the articles of association reserve to the general shareholders' meeting.

It may specifically lend and borrow in any form, including by means of issuing mortgage bonds or other bonds, certificates of deposit or any other similar instrument. It can commit, negotiate agreements, consent to all compromises and withdrawals, even mortgages, with or without payment, with this list being given by way of example and not as a limitation.

Article 17.

The board of directors can create a management committee to which it can delegate the daily management of the company's business, as well as the representation of the company in relation to this management. This management committee shall be composed exclusively of members chosen from within the company, whether these may be, all or in part, persons who do not serve on the board of directors. The board of directors shall determine the operating powers and rules of the management committee. Any delegation of daily management to the management committee is subject to the authorization of the general shareholders' meeting. The board of directors shall designate the chairman of the management committee, who must be chosen from among its director members, if any, and can, at any time, revoke the membership of one or more or all of the members of the management committee.

Furthermore, the board of directors can delegate the daily management of the business of the company, as well as the representation of the company with regard to this management, to one or more administrators, directors or other agents, associated or not, acting alone or jointly,

without prejudice toward its own exercise of these powers.

The delegation of daily management to a member of the board of directors is subject to the prior authorization of the general shareholders' meeting.

The board of directors shall determine the conditions for nomination, removal and powers of the persons cited in the preceding sections, as well as their allowances or salaries.

Article 18.

Except for special delegation of the board of directors, all acts committing the company, other than those of daily management, must be signed by two directors; the latter will not have to document, in relation to third parties, any prior decision of the board of directors. Thus, it is specifically acts to which a public official or a ministerial officer gives his support. The signature of a director can be replaced by that of a member of general management or by that of any other person holding signature power equal to that of the latter, except for signature of the minutes of meetings of the board of directors and of the general shareholders' meeting as specified by the articles of association.

The company can also be committed by any other means decreed by the board of directors.

Article 19.

The company shall be represented in court or in arbitration proceedings, both as plaintiff and as defendant, by its board of directors. The latter can delegate this power of representation to any person or persons it chooses, whether inside the company or outside of it.

Article 20.

Monitoring of the company's transactions

and auditing of the annual financial statements are entrusted to one or more corporate auditors, which are named by and can be dismissed by the board of directors which sets their number and the duration of their mandates, as well as their remunerations.

Article 21.

Independent of the repayment of their costs and expenses, the general shareholders' meeting can allocate a fixed indemnity to the directors, to be accounted as general expenses or attendance fees, the amount of which shall be maintained until a new decision.

The board of directors can also grant those directors charged with special duties, permanent or temporary, fixed or variable indemnities. The board of directors shall provide an annual statement of these to the general shareholders' meeting.

General Shareholders' Meeting

Article 22.

The regularly constituted general shareholders' meeting shall represent all of the shareholders. Its decisions are obligatory, even for those who are absent or in dissent. It has the broadest powers to take or ratify all actions in the interest of the company.

Article 23.

The annual general shareholders' meeting shall meet on the last Thursday of the month of April at 2:00 p.m., at the registered offices or at the place stated on the convocations. If this date is a holiday, the general shareholders' meeting shall be held on the first working day that precedes it.

Article 24.

General shareholders' meetings can be convoked by the board of directors each time this is deemed useful. They must be convoked by the board of directors such that they can be held within a period of one month each time that shareholders representing one fifth of the share capital require

this in writing, along with communication of the agenda.

Article 25.

The general shareholders' meeting shall be held in Luxembourg, unless the convocations state another place.

The convocations for all general shareholders' meetings are completed by registered letter sent at least eight days before the meeting. They contain the agenda. Any proposal, sent in writing to the board of directors before the formalization of the agenda, must be included in the agenda, provided that said proposal is signed by one or more shareholders holding at least one fifth of shares.

If all of the share capital is represented, a general shareholders' meeting can validly deliberate without prior convocation.

Article 26.

Each shareholder can have himself represented at the meeting by a representative, whether or not the latter is a shareholder. Moral persons can have themselves represented by their entities or by a non-shareholder representative.

The board of directors can decree the form for powers of attorney. These will be available at the office of the meeting in order to be annexed to the session's minutes.

Article 27.

All shareholders have the right to vote at the general shareholders' meeting. Each share carries the right to one vote, except in the case of restrictions required under the law.

Article 28.

The general shareholders' meeting is presided over by the chairman or, in his absence, the vice-chairman of the board of directors. If these latter are absent, the meeting will choose its chairman. The chairman of the meeting shall designate a secretary and the

25-04-2008
25-04-2008

meeting shall designate two scrutineers. The above-cited persons shall form the officers of the meeting.

Article 29.

The meeting can only deliberate on the points of the agenda.

Article 30.

Except in cases specified by law, the meeting shall rule validly regardless of the number of shares represented; decisions are made by majority vote, by a show of hands or by roll call.

Article 31.

The minutes of the general shareholders meeting are signed by the officers and all shareholders who request to sign.

The authentication of copies or extracts is given by the chairman of the board of directors or the secretary, or by two directors, jointly.

Balance sheets, distribution of profits, reserves

Article 32

The corporate year shall begin on January first and end on December thirty-first each year. The company's books shall be closed on the last day of the corporate financial year.

The board of directors prepares the records and annual financial statements in compliance with current legislation and regulations. These documents, as well as a report on the company's transactions, are submitted to the corporate auditor(s) at least one month before the general shareholders' meeting. The corporate auditors must provide a report containing their findings and proposals. This report shall be submitted by the corporate auditors to the board of directors.

The board of directors communicates this report to the shareholders.

Fifteen days before the general shareholders'

meeting, the shareholders can consult the balance sheet at the registered offices, along with the profit and loss statement, the list of public funds, of shares, of bonds and other corporate securities which comprise the portfolio, the list of shareholders who have not paid up their shares, with a statement of the number of their shares and of their domicile and of the corporate auditors' report.

Article 33.

Net profits shall be distributed as follows:

- at least one twentieth allocated to the legal reserve, with this amount ceasing to be obligatory once the reserve reaches one tenth of share capital, but re-instated whenever this tenth increases;
- the general shareholders' meeting, at the proposal of the board of directors, shall decide on the allocation to give to the net profit balance.

Article 34.

The payment of dividends is done at the times and places designated by the board of directors.

The board of directors can proceed with an interim dividend payment under the conditions specified by law.

Dissolution and liquidation of the company

Article 35.

In the case of dissolution of the company, for any reason whatsoever, the liquidation shall be executed by liquidators, physical or moral persons, whether or not they are shareholders, designated by the general shareholders' meeting; in the absence of such a designation, the liquidation shall be accomplished by the board of directors operating at that time, acting as a liquidation committee, with the broadest powers conferred by the law.

The general shareholders' meeting shall determine the compensation of the liquidators.

Article 36.

Those directors and liquidators domiciled abroad must elect domicile at the registered offices for the duration of their duties, where all summonses and notifications can be given to them in relation to the business of the company and to the liability of their management and auditing.

General provisions

Article 37.

For all issues not expressly governed by these statutes, Luxembourg law of the tenth of August of nineteen fifteen on commercial companies shall be applied.

ARTICLES OF ASSOCIATION IN COMPLIANCE.
Esch/Alzette, October 6, 2005.



[Seal:

Francis KESSELER
NOTARY, ESCH/ALZETTE]



TRANSLATION CERTIFICATION

Date: February 11, 2020

To whom it may concern:

This is to certify that the attached translation is an accurate representation of the documents received by this office. The translation was completed from:

- French

To:

- English

The documents are designated as:

- 2005 articles of association

Eugene Li, Project Manager in this company, attests to the following:

"To the best of my knowledge, the aforementioned documents are a true, full and accurate translation of the specified documents."

Signature of Eugene Li